



**ASSOCIATION
POUR L'ACHAT DANS LES SERVICES PUBLICS**

Profession Acheteur Public

Organisme de formation N° 11 75 44270 75 - *Dispense de TVA*

**VALORISER, PROMOUVOIR,
INNOVER,
AIDER, CONSEILLER**

Organisme de formation N° 11 75 44270 75

Siret 784 180 853 000 29

103, rue LAFAYETTE - 75481 PARIS CEDEX 10

Téléphone : 01 42 80 93 93 - Télécopie : 01 42 80 17 67

Email : apasp@apasp.com

Qui sommes-nous ?

Fondée en 1962, l'Association pour l'achat dans les services publics est une association nationale, sans but lucratif

Depuis sa création, l'APASP s'affirme comme un « club » d'acheteurs dont la vocation est de favoriser l'échange d'informations et d'expériences mais aussi de former les acteurs de la commande publique

*Forte de ses 2 000 adhérents, l'APASP s'est donnée pour mission de **professionnaliser** l'achat public pour la reconnaissance du métier d'acheteur*

Ses adhérents

Ils exercent des responsabilités dans la préparation, la passation, l'exécution, la gestion des marchés et la commande publique

Ses objectifs

- ♦ **Valoriser** le métier d'acheteur public
- ♦ **Promouvoir** les règles de transparence et de mise en concurrence
- ♦ **Etre une force** de propositions auprès des pouvoirs publics
- ♦ **Aider** les acheteurs publics, débutants ou expérimentés, à mieux appréhender les exigences du métier et les **conseiller** en matière de marchés, de contrats de la commande publique et d'achats publics pour la performance économique et la sécurité juridique.

Ses formateurs

Les formateurs ne sont pas des permanents mais des formateurs occasionnels choisis pour leur expertise et leurs compétences pédagogiques .

DOMAINES D'INTERVENTION

- Marchés publics : réglementations nationale et communautaire
- Achat public
- Restauration collective
- Ingénierie et sécurité des contrats de la commande publique
- Prévention des risques et des contentieux dans les marchés publics
- Éthique et déontologie, prévention de la fraude et de la corruption dans les marchés publics

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Jean Marc PEYRICAL

Vice-Présidents: Serge PORTIER, Jean Paul ROUFFIGNAC, Daniel MASLANKA, Guy JOMIN

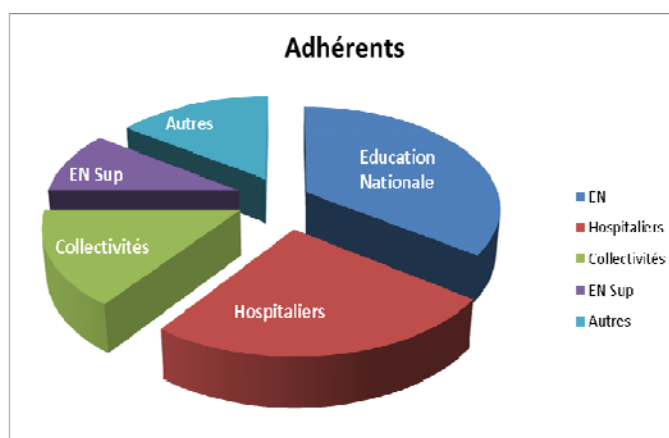
Trésorier : Jean Pierre GOHON

Administrateurs : Ses membres sont élus pour 3 ans

Dominique BOITOUT - Jean-Pierre BUEB - Daniel BUSSY- Hélène CAILLE DRANCOURT
 Olivier COQ - Jo-Michel DAHAN – Pierre DEFEVER - Clodyne DELACROIX -
 Assiba DJEMAOUN - Cyrille EMERY – Bernard MASSON - Daniel ORANGE-LEVET -
 Michel SONTAG – Jean Philippe TREBILLON

SES ADHÉRENTS

- ◆ **Education Nationale : 35 %**
- ◆ **Hospitaliers : 25 %**
- ◆ **Collectivités territoriales : 15 %**
- ◆ **Enseignement supérieur : 10 %**
- ◆ **Autres : 15 %**



La commande publique

L'APASP organise des actions de formation

- ◆ La rédaction du cahier des charges
- ◆ Stratégie et négociation dans l'achat public
- ◆ Les prix dans les marchés publics
- ◆ Les différentes procédures de marchés publics et des autres contrats de la commande publique
- ◆ Les risques de contentieux
- ◆ La définition des critères

...

L'APASP organise des sessions d'études et séminaires

- ◆ L'actualité du code des marchés publics et des autres contrats de la commande publique
- ◆ L'acheteur public : un métier, des compétences
- ◆ La bonne gestion des deniers publics
- ◆ Les nouveaux risques contentieux et la directive recours
- ◆ Le juge et les contrats de la commande publique
- ◆ Les groupements de commandes
- ◆ La mise en œuvre d'un accord-cadre et des marchés subséquents
- ◆ L'éthique et la déontologie dans les marchés publics

...

L'APASP organise des colloques européens

- ◆ L'acheteur public et l'Europe
- ◆ Les risques de fraude et de corruption dans la commande publique
- ◆ Les règles de mise en concurrence dans les contrats de la commande publique
- ◆ Les normes et l'innovation dans les marchés publics





Membre de l'Observatoire économique de l'achat public

- Le rôle de cette instance vise à favoriser une approche économique de la réglementation de l'achat public.
- Outre le recueil des données statistiques concernant les marchés publics, l'OEAP constitue également une instance de dialogue et de concertation pour les administrations, les acheteurs publics et les entreprises, PME/PMI.

VEGETAL TONIC

Ou comment développer la consommation des fruits et légumes dans votre restaurant scolaire et réduire le gaspillage alimentaire !

VEGETAL TONIC, des outils pour agir :

- ⇒ **Des personnes ressources** pour piloter l'audit, mesurer les taux de consommation des plats et les analyser, écouter les convives dans l'optique d'une démarche qualité et vous aider dans votre démarche
- ⇒ **Le logiciel FLORES** pour analyser avec précision les quantités de fruits et légumes servis afin de mesurer l'efficacité de l'opération
- ⇒ **Un jeu de cartes** simple et ludique pour la création de votre plan alimentaire
- ⇒ **Des recettes** plusieurs fois testées, « certifié bon » par les élèves.



CEPHEE

un outil de gestion en ligne au service des groupements de commandes

⇒ **CEPHEE assure la gestion**

- des conventions constitutives des groupements, des adhérents et de leur suivi
- des besoins : recensement et collecte des informations
- des critères et de leur pondération ,
- du classement des offres de l'information des candidats et offres non retenus,
- de la notification au titulaire du marché et de l'information des adhérents

⇒ **CEPHEE prépare tous les documents de la consultation**

⇒ **Les adhérents téléchargent les documents, saisissent en ligne leur adhésion et leurs besoins**



L'APASP conduit des projets soutenus par le Ministère de la Santé

Etude 1 - pour accroître la consommation des fruits et légumes en restauration scolaire dans les lycées et collèges du Nord - Pas de Calais

Etude 2 - la création des outils pour développer la consommation des fruits et légumes en restauration scolaire

Etude 3 - le déploiement de ces outils sur le territoire national

L'APASP a mis en place en 2006 une Délégation Restauration Collective, avec pour mission

- ◆ D'accompagner les collectivités publiques dans leurs projets d'amélioration de la restauration collective
- ◆ D'organiser des formations de formateurs sur les thèmes :le paquet hygiène, l'accueil des nouveaux personnels au restaurant scolaire, le plan alimentaire
- ◆ D'organiser les formations de personnes ressources dans le cadre du PNNS et du PNA
- ◆ De diffuser les *Outils* pour le développement de la consommation des fruits et légumes en restauration scolaire
- ◆ D'organiser des colloques sur le thème de la restauration collective

L'APASP organise des actions de formation, des sessions d'études et des séminaires

- ◆ HACCP : traçabilité et responsabilité
- ◆ Le cahier des charges des achats de viandes en collectivité
- ◆ Qualité, Plaisir, Authenticité : comment les concilier avec la sécurité ?
- ◆ Valoriser la restauration collective.
- ◆ Le programme national nutrition et santé
- ◆ Améliorer la consommation des fruits et légumes en restauration scolaire
- ◆ Réduire les déchets et lutter contre le gaspillage alimentaire en restauration collective

L'APASP est partenaire du Comité de promotion Nord-Pas de Calais

« Invitez les saveurs du Nord pas de Calais à votre table »



- ◆ **La formation au métier d'acheteur public.**

Les stages, les séminaires et les sessions d'études de l'APASP vous offrent la possibilité de devenir un professionnel de l'achat public.

- ◆ **La sécurité juridique.**

- Vous bénéficiez de **la protection juridique** souscrite par l'APASP en faveur de ses adhérents. Elle vous assiste en cas de mise en cause pénale dans l'exercice de votre fonction.

- **L'assistance technique** marchés publics vous permet de poser toute question relative à la passation et à l'exécution de vos marchés

- ◆ **L'information.**

- La revue de presse hebdomadaire vous informe de l'actualité des marchés publics et de la restauration collective

- Les alertes régulières sont destinées à vous donner la primeur de nouveautés particulièrement importantes pour votre activité.

- ◆ **L'accès au réseau des acheteurs publics** que représente

L'APASP vous mettra en relation avec des collègues qui partagent vos préoccupations. Dans ce but, l'APASP développe ses délégations régionales où, si vous le souhaitez, vous pouvez devenir un membre actif.

- ◆ **L'accès au module Besoins et Offres** pour les MAPA de - 90 000 € HT

Qui permet d'assurer la publicité des besoins des acheteurs et la transmission automatique et gratuite de l'information vers les fournisseurs identifiés, via leur boîte de messagerie.

- ◆ La possibilité, en fonction du choix de l'adhésion, de **bénéficier de CEPHEE**, l'outil de gestion en ligne des groupements de commandes

Adhésions individuelles 2014

Sans assistance technique

140 €

Informations APASP, revue de presse, tarif adhérent pour les manifestations, protection juridique, module besoins et offres

Avec assistance technique

195 €

Informations APASP, revue de presse, tarif adhérent pour les manifestations, protection juridique, module besoins et offres, assistance technique marchés publics 2 questions simples

Adhésions ETABLISSEMENTS 2014

Etablissement niveau 1

270 €

Informations APASP, revue de presse, tarif adhérent pour les personnes du même établissement, protection juridique pour 3 personnes, module besoins et offres, assistance technique marchés publics 2 questions simples

Etablissement niveau 2

420 €

Informations APASP, revue de presse, tarif adhérent pour les personnes du même établissement, protection juridique pour 4 personnes, module besoins et offres, assistance technique marchés publics 6 questions simples et 4 questions complexes

Etablissement niveau 3

580 €

Informations APASP, revue de presse, tarif adhérent pour les personnes du même établissement, protection juridique pour 5 personnes, module besoins et offres, assistance technique marchés publics 6 questions simples et 6 questions complexes

CEPHEE 1

Jusqu'à 100 adhérents quelque soit le nombre de groupements de commandes

1 500 €

Informations APASP, revue de presse, tarif adhérent pour les personnes du même établissement, protection juridique pour 5 personnes, module besoins et offres, assistance technique marchés publics 6 questions simples et 6 questions complexes et utilisation du logiciel CEPHEE

CEPHEE 2

Au-delà de 100 adhérents quelque soit le nombre de groupements de commandes

2 000 €

Informations APASP, revue de presse, tarif adhérent pour les personnes du même établissement, protection juridique pour 5 personnes, module besoins et offres, assistance technique marchés publics 6 questions simples et 6 questions complexes et utilisation du logiciel CEPHEE

- 1 Place des approvisionnements dans l'économie - 15 février 1963
- 2 La négociation "Art de garder le contact" - Février 1964
- 3 Les techniques de l'expression des besoins Décembre 1964
- 4 Achat et gestion des stocks Mars 1965
- 5 Les contrôles dans la fonction approvisionnement Juin 1965
- 6 Les techniques d'acquisition Décembre 1965
- 8 Les marchés de travaux de bâtiments Mai 1966
- 9 2° Colloque sur la gestion des stocks Novembre 1966
- 10 Les achats de services et d'études février 1967
- 11 3° Colloque sur les marchés de travaux de bâtiment Juin 1967
- 12 Marchés publics et concurrence en 1967 Novembre 1967
- 13 Recherche et contrôle de la qualité dans la fonction approvisionnement Février 1968
- 14 Colloque de Grenoble sur l'entretien de bâtiments Mai 1968
- 16 L'informatique au service de l'approvisionnement Février 1969
- 17 L'analyse de la valeur au service de l'économie Mars 1969
- 18 Colloque de Mulhouse sur l'entretien des bâtiments Mai 1969
- 19 L'approvisionneur moderne "Un négociateur" Novembre 1969
- 20 L'approvisionneur moderne "Un gestionnaire" Février 1970
- 21 Colloque de Bordeaux sur l'entretien des bâtiments Mai 1970
- 22 Le facteur temps dans l'approvisionnement Novembre 1970
- 23 Marchés publics de services Février 1971
- 24 Colloque de Saint-Malo sur l'entretien des bâtiments Mai 1971
- 25 Les clauses techniques des marchés Novembre 1971
- 26 L'informatique et la gestion des approvisionnements Février 1972
- 27 Colloque "Bâtiment" d'Aix en Provence Mai 1972
- 28 Acheteur public et Management Novembre 1972
- 29 La coordination des commandes publiques sur le plan local Février 1973
- 30 Colloque "Bâtiment de Dijon" Mai 1973
- 31 L'acheteur public homme de relation Novembre 1973
- 32 Le tableau de bord de l'approvisionneur Mars 1974
- 33 Colloque "Bâtiment" de Montpellier Mai 1974
- 34 L'acheteur public au service de l'utilisateur Janvier 1975
- 35 Colloque "Bâtiment" de Paris Mars 1975
- 36 Colloque de Caen Approvisionnement public et Conjoncture Mai 1975
- 37 Collectivités publiques et restauration Décembre 1975
- 38 Négociateur et action concertée: éléments essentiels de l'achat Mars 1976
- 39 Colloque "Bâtiment" d'Albi Mai 1976
- 40 Les contrats de prestations de services Décembre 1976
- 41 L'approvisionneur moderne "un organisateur" Mars 1977
- 42 Colloque "Bâtiment" d'Arles Mai 1977



- 43 Acheteurs publics, qui sont vos fournisseurs? Novembre 1977
- 44 L'acheteur public homme de commerce Mars 1978
- 45 Colloque "Bâtiment" de Brive la Gaillarde Mai 1978
- 46 Le conditionnement des denrées alimentaire Novembre 1978
- 47 L'acheteur public et l'informatisation Mars 1971
- 48 Colloque "Bâtiment" de Colmar Mai 1979
- 49 Liberté des prix, concurrence et achats publics Mai 1979
- 50 Réalité et perspectives de la fonction achat dans les services publics Mars 1980
- 51 "Bâtiment" de Toulon Mai 1980
- 52 Gestion publique - Gestion privée Novembre 1980
- 53 L'acheteur public, un négociateur multiple Mars 1981
- 54 Colloque "Bâtiment" de Chamonix Juin 1981
- 55 De meilleurs achats pour une meilleure connaissance Novembre 1981
- 56 Informatique, Bureautique ,Télématique... de nouveaux outils de gestion Mars 1982
- 57 Colloque "Bâtiment" de Lorient Mai 1982
- 58 Les problèmes actuels d'achats et d'approvisionnement Novembre 1988
- 59 L'acheteur public face aux problèmes économiques et sociaux Mars 1983
- 60 Colloque "Bâtiment" de Reims Mai 1983
- 61 Confrontation des politiques et méthodes d'achat des différents acheteurs publics Nov 1983
- 62a Gestion et informatisation Mars 1984
- 62b L'homme face à l'évolution des techniques culinaires Avril 1984
- 63 Colloque "Bâtiment" de Carcassonne Juin 1984
- 64 Les contrats de prestations de services et maintenance des installations collectives Nov 1984
- 64 bis Coordination des commandes publiques février 1985
- 65 L'emballage, le conditionnement, la manutention, les transports et la distribution mars 1985
- 65 L'alimentation en collectivités Avril 1985
- 66 Colloque "Bâtiment" d'Auch Mai 1985
- 67 Au service de la qualité : Normalisation - Spécifications –Cercles de qualité Novembre 1985
- 68a Actualisation et évolution de l'achat public Mars 1986
- 68b La gastronomie face à l'évolution de l'achat public Avril 1986
- 69 Colloque "Bâtiment" de Metz Mai 1986
- 70 Appréciation des prix - Réglementation et liberté Novembre 1986
- 71 Les produits de cinquième gamme, L'alimentation du futur Avril 1987
- 72 Commandes et assises des commissions de coordination Mai 1987
- 73 Colloque "Bâtiment" de Grenoble et Aix-les-Bains Juin 1987
- 74 La négociation Novembre 1988
- 75 Les marchés publics à l'horizon 1992. Mars 1988
- 76 La restauration collective et les ressources régionales "La Bretagne et la restauration" Avril 1988
- 77 Session "Bâtiment" de Montpellier-Les bâtiments du futur Mai 1988
- 78 Confrontation des différents acheteurs de différents pays européens à l'ouverture des frontières : Vers un code des marchés européens ? Novembre 1988



- 79 Privatiser ou améliorer la fonction hôtelière des établissements publics ? Le dilemme des acheteurs publics Janvier 1989
- 80 L'acheteur public face aux réalités économique? la réglementation des prix dans les marchés publics : situation actuelle et perspectives Mars 1989
- 81 Le merchandising en restauration collective Avril 1989
- 82 Session "Bâtiment" de la Baule – Les constructions publiques Mai 1989
- 83 Vers une nouvelle philosophie des stocks Novembre 1989
- 84 Améliorer l'image des prestations des établissements publics par la communication, la technique et la qualité .Le dilemme des acheteurs publics Mars 1990
- 85 Gastronomie et restauration collective Avril 1990
- 86 Session "Bâtiment" de Marseille - Maintenance du patrimoine et environnement Mai 1991
- 87 Les procédures des marchés publics. Déontologie, méthodologie ou réglementation? Novembre 1990
- 89 Produits, outils, hommes, dans les cuisines collectives du XXI siècle Avril 1991
- 90 Session "Bâtiment" de Lourdes – Sécurité et maîtrise d'ouvrage. Devoirs de la collectivité face aux risques naturels et industriels Mai 1991
- 91 Pour une gestion publique performante : Novembre 1991
- 93 Quelle stratégie pour améliorer la gestion de notre service restauration ? Des idées plein l'assiette 92
- 94 Pratiques de la décentralisation dans les collectivités territoriales et les établissements Juin 1992
- 95 Prestations de services : stratégie et pratique dans le Partenariat Novembre 1992
- 96 Marchés publics: contentieux et procédures Février 1993
- 97 Convivialité et évolution de la restauration collective Avril 1993
- 98 La maîtrise d'œuvre Mai 1993
- 99 Groupement de commandes: perspectives et évolution. Novembre 1993
- 100 Les marchés publics: simplification et transparence Janvier 1994
- 101 Quelle organisation pour la restauration collective de demain ? Mars 1994
- 102 La domotique dans les bâtiments publics : Une technique nouvelle au service de la sécurité Juin 1994
- 103 Le coordonnateur de groupement de commandes Décembre 1994
- 104 Financement des investissements et marchés publics Janvier 1995
- 105 La démarche qualité dans la restauration collective Avril 1995
- 106 Sécurité et maintenance dans les bâtiments publics Septembre 1995
- 108 Le point sur la réglementation deux après la réforme du code des marchés publics Janvier 1996
- 109 Restauration collective : toujours plus et mieux, mais comment Avril 1996
- 110 Conception et exploitation des bâtiments publics au service des usagers Septembre 1996
- 111 Externalisation des prestations de service : Les contraintes du choix Novembre 1996
- 112 L'acheteur public, un métier, des compétences Janvier 1997
- 113 Diversification de l'offre et management Mars 1997
- 114 L'acheteur public: contraintes, enjeux et décisions Juin 1997
- 115 Pour une évolution du droit de la commande publique Novembre 1997
- 116 Restauration collective et santé Mars 1998
- 117 Evolution de la réglementation : La mise en pratique de la directive services - Novembre 1998
- 118 Les technologies de la communication Mars 1999
- 119 Valoriser l'image de la restauration collective Juin 1999
- 120 La réforme du code des marchés publics Novembre 1999

- 121 Irrégularités et Risques dans les marchés publics Juin 2000
- 122 Qualité, Plaisir, Authenticité Juin 2000
- 123 Journée national des groupements de commande Septembre 2000
- 124 L'Exécution des marchés publics Novembre 2000
- 125 Le nouveau Code des Marchés Publics Mars 2001
- 126 Le code des Marchés Publics - Sa mise en œuvre Octobre 2001
- 127 PNNS – Enjeux et conséquences pour la restauration collective Novembre 2001
- 128 Les procédures de passation des marchés publics Mars 2002
- 4^{ème} Colloque : L'acheteur Public et l'Europe Novembre 2002
- 129 La bonne gestion des deniers publics Mars 2003
- 130 Le code des marchés publics et ses modifications Septembre 2003
- 5^{ème} Colloque : Irrégularités, corruption et risques dans les marchés publics des Etats de l'U.E. Nov 2003
- 131 Les modifications du code des marchés publics : comment les intégrer à ses marchés ? Février 2004
- 6^{ème} Colloque : la dématérialisation de l'achat public en France et en Europe Juin 2004
- 132 L'achat Public : nouvelles stratégies, nouvelles pratiques Novembre 2004
- 133 PNNS – Changer les comportements alimentaires Décembre 2004
- 134 Le code des marchés publics : bilan et perspectives Mars 2005
- 135 Achats Publics et efficacité économique : quels outils pour une meilleure gestion des coûts ? 2005
- 136 Le juge et les marchés publics : décisions récentes et conséquences pour l'acheteur public Nov 2005
- 137 Le nouveau code des marchés publics 2006 30 et 31 mars 2006
- 138 Le Code des marchés publics 2006 *Une application dans les prochains jours...* 29 Juin 2006
- 139 Application du nouveau Code des marchés publics 2006 *Les règles à suivre, les erreurs à éviter* Oct 2006
- 140 140 Le contentieux dans les marchés publics *Evolutions et nouveaux risques* 26 mars 2007
- 141 Le bilan du code des marchés publics 2006 *Après une année d'application* 16 octobre 2007
- 142 A quoi sert le code des marches publics 2 et 3 avril 2008
- 143 Actualité des marches publics 14 octobre 2008
- 144 Les évolutions et nouveautés du droit des marchés publics *Davantage de responsabilité ou de sécurité juridique* 03/09
- 145 Focus marchés publics 22 et 23 juin 2009 (Valence)
- 146 Les nouveaux risques contentieux et la transposition de la directive recours 17 novembre 2009
- 147 Evolutions et conséquences des nouveaux textes pour les marchés publics 25 et 26 mars 2010
- 148 L'acheteur public face à la diversité des contrats publics *Comment sécuriser ses choix et ses procédures ?* 8 et 9/06/10
- 149 Ethique et déontologie dans les marchés publics 18 novembre 2010
- 150 ACTUALITE DES MARCHES PUBLICS 29 et 30 mars 2011
- 151 L'acheteur public face à ses défis *10 ans après le tournant du Code 2001* 27 et 28 Septembre 2011
- 152 Pour une restauration collective durable *Comment réduire les déchets et lutter contre le gaspillage alimentaire ?* Nov 2011
- 153 Les contrats globaux *Quelle utilité pour les acheteurs publics ?* 1^{ER} Décembre 2011
- 154 ACTUALITE DES MARCHES PUBLICS 4 et 5 avril 2012
- 155 La mutualisation des achats 7 et 8 Juin 2012
- 156 Comment réduire les déchets alimentaires et lutter contre le gaspillage Septembre 2012 (VALENCE)
- 157 De l'acte juridique à l'acte économique Octobre 2012
- 158 L'achat public : de l'acte juridique à l'acte économique Décembre 2012 (*L'APASP fête des 50 ans*)
- 159 Actualité de la commande publique et des contrats - 4 et 5 avril 2013
- 160 Exécution financière des marchés publics 3 et 4 juin 2013
- 161 Prévenir les risques, les irrégularités et sécuriser ses marchés publics 17 octobre 2013